



Augmentez les salaires, pas l'âge de départ à la retraite !!

Depuis de nombreux mois, les travailleur.euse.s sont mobilisé.e.s dans les entreprises et administrations sur la question des salaires et des conditions de travail.

Dans le même temps, l'inflation atteint des sommets (+ 8%), la seule inflation des prix des produits alimentaires dépasse les +12% sur un an. Cela impacte fortement le coût de la vie.

L'exigence d'une autre utilisation des richesses est clairement posée : avec d'un côté des actionnaires qui se goinfrent de dividendes, et de l'autre une partie de plus en plus importante de la population qui n'arrive plus à boucler les fins de mois.

Depuis la rentrée de septembre, on constate aussi une précarité de plus en plus grandissante chez les jeunes travailleur.euse.s, les NEET (jeunes ni en emploi, ni en étude, ni en formation), les étudiant.e.s et lycéen.ne.s. Le mal logement, les difficultés à payer les frais de scolarité, à se nourrir, à trouver un emploi décent... sont autant de maux auxquels le gouvernement n'offre que des réponses inadéquates : CEJ (Contrat d'engagement Jeunes), réforme des Bourses, maintien de Parcoursup', manque de moyens dans les lycées, chèque énergie...

Et ne parlons pas des propositions inexistantes sur la protection de l'environnement.

Considérant qu'il n'existe aucune alternative crédible à son dogmatisme, le Gouvernement refuse tout débat de fond tant sur le budget de l'État que pour le PLFSS comme le démontre le recours au 49-3, véritable déni de démocratie. Ce budget pour l'année 2023 ne résoudra pas la grave crise que traverse les services publics (hôpitaux, éducation nationale...) – manque de moyens et de personnels, salaires très insuffisants – il va même l'aggraver en supprimant des postes comme dans l'enseignement !!

Les Unions Régionales CGT, FSU, Solidaires ainsi que les organisations de jeunesse UNEF, FIDL, VL et MNL appellent les salarié.e.s à continuer à se réunir en Assemblées Générales dans les entreprises et les administrations, avec leurs organisations syndicales, en créant les conditions de l'unité la plus large afin de débattre des moyens nécessaires pour s'opposer aux projets gouvernementaux de réforme des retraites, de casse de l'assurance chômage, pour l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minimas sociaux.

Elles appellent d'ores et déjà les travailleur.euse.s, les retraité.e.s, les étudiant.e.s et les lycéen.n.e.s à entrer dans l'action le 10 novembre par des grèves partout où c'est possible et des mobilisations, pour exiger le droit de vivre dignement.

Montreuil, le 25 octobre 2022